RÈGLEMENT (CEE) Nº 3484/89 DE LA COMMISSION

du 21 novembre 1989

fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la trentième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) nº 999/89

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) nº 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) nº 1069/89 (2), et notamment son article 19 paragraphe 4 premier alinéa point b),

considérant que, en vertu du règlement (CEE) nº 999/89 de la Commission, du 17 avril 1989, concernant une adjudication permanente pour la détermination de prélèvements et/ou de restitutions à l'exportation de sucre blanc (3), modifié par le règlement (CEE) nº 1381/89 (4); il est procédé à des adjudications partielles pour l'exportation de ce sucre;

considérant que, selon les dispositions de l'article 9 paragraphe 1 du règlement (CEE) nº 999/89, un montant maximal de la restitution à l'exportation est fixé, le cas échéant, pour l'adjudication partielle en cause en tenant compte notamment de la situation et de l'évolution prévisible du marché du sucre dans la Communauté et sur le marché mondial;

considérant que, après examen des offres, il convient d'arrêter pour la trentième adjudication partielle les dispositions visées à l'article 1er;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion du sucre,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Pour la trentième adjudication partielle de sucre blanc, effectuée en vertu du règlement (CEE) nº 999/89, le montant maximal de la restitution à l'exportation est fixé à 28,449 écus par 100 kilogrammes.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 22 novembre

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le 21 novembre 1989.

Par la Commission Ray MAC SHARRY Membre de la Commission

⁾ JO n° L-177 du 1...7. 1981, p. 4. b) JO n° L 114 du 27. 4. 1989, p. 1. c) JO n° L 107 du 19. 4. 1989, p. 6. c) JO n° L 139 du 23. 5. 1989, p. 5.